**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRANDANGOULEME**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 15 MARS 2018**

Délibération
n° 2018.03.127

**Délégation
d'attribution du
conseil au bureau
communautaire :
travaux du bus à haut
niveau de service
(BHNS)**

LE QUINZE MARS DEUX MILLE DIX HUIT à 17h30, les membres du conseil communautaire se sont réunis au siège de la communauté d'agglomération de GrandAngoulême - 25 boulevard Besson Bey à ANGOULEME suivant la convocation qui leur a été adressée par Monsieur le Président.

Date d'envoi de la convocation : **02 mars 2018**

Secrétaire de séance : Gérard BRUNETEAU

Membres présents :

Jean-François DAURE, Jean-Marie ACQUIER, Sabrina AFGOUN, Michel ANDRIEUX, Véronique ARLOT, Anne-Marie BERNAZEAU, Anne-Sophie BIDOIRE, André BONICHON, Jacky BOUCHAUD, José BOUTTEMY, Gérard BRUNETEAU, Michel BUISSON, Gilbert CAMPO, Danielle CHAUVET, Monique CHIRON, Jean-Marc CHOISY, Jean-Claude COURARI, Françoise COUTANT, Véronique DE MAILLARD, Françoise DELAGE, Denis DOLIMONT, Jacques DUBREUIL, Georges DUMET, Denis DUROCHER, François ELIE, Guy ETIENNE, Annette FEUILLADE-MASSON, Jeanne FILLOUX, Jean-Jacques FOURNIE, Maud FOURRIER, Martine FRANCOIS-ROUGIER, Fabienne GODICHAUD, Thierry HUREAU, Francis LAURENT, Michaël LAVILLE, Bertrand MAGNANON, Annie MARAIS, Jean-Luc MARTIAL, Pascal MONIER, Thierry MOTEAU, Catherine PEREZ, Marie-Hélène PIERRE, Bruno PROUX, Christophe RAMBLIERE, Jean REVEREAULT, Mireille RIOU, Bernard RIVALLEAU, Gérard ROY, Eric SAVIN, Zahra SEMANE, Alain THOMAS, Jean-Luc VALANTIN, Roland VEAUX, Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Vincent YOU, Mireille BROSSIER, Isabelle ESNAULT

Ont donné pouvoir :

Xavier BONNEFONT à Vincent YOU, Patrick BOURGOIN à Anne-Laure WILLAUMEZ-GUILLEMETEAU, Catherine BREARD à Monique CHIRON, Bernard DEVAUTOUR à Marie-Hélène PIERRE, Gérard DEZIER à Bertrand MAGNANON, Joël GUITTON à Martine FRANCOIS-ROUGIER, Isabelle LAGRANGE à François ELIE, Elisabeth LASBUGUES à Danielle CHAUVET, Philippe LAVAUD à Catherine PEREZ, Yannick PERONNET à Fabienne GODICHAUD, Jean-Philippe POUSSET à Pascal MONIER, Philippe VERGNAUD à José BOUTTEMY

Suppléant(s) :

Bernard CONTAMINE par Isabelle ESNAULT, Michel GERMANEAU par Mireille BROSSIER

Excusé(s) :

Xavier BONNEFONT, Patrick BOURGOIN, Catherine BREARD, Samuel CAZENAVE, Catherine DEBOEVERE, Bernard DEVAUTOUR, Gérard DEZIER, Karen DUBOIS, Joël GUITTON, Isabelle LAGRANGE, André LANDREAU, Elisabeth LASBUGUES, Philippe LAVAUD, François NEBOUT, Dominique PEREZ, Yannick PERONNET, Jean-Philippe POUSSET, Philippe VERGNAUD

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 15 MARS 2018

**DELIBERATION
N° 2018.03.127**

BHNS

Rapporteur : Madame DE MAILLARD

**DELEGATION D'ATTRIBUTION DU CONSEIL AU BUREAU COMMUNAUTAIRE : TRAVAUX
DU BUS A HAUT NIVEAU DE SERVICE (BHNS)**

Un certain nombre de conventions doivent être conclues avec des personnes morales de droit public comme de droit privé afin de réaliser les travaux nécessaires à la mise en œuvre du projet de bus à haut niveau de service (BHNS).

Ces conventions, de nature variée (notamment occupation du domaine privé ou public, superposition d'affectations, transfert de gestion, servitude de passage, autorisation de travaux), nécessitent un temps de négociation et un délai de signature difficilement compatibles avec le calendrier des séances de l'assemblée délibérante.

C'est pourquoi, en application de l'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT),

Je vous propose :

DE COMPLETER les attributions déléguées au bureau communautaire par délibération n° 2017.01.37 modifiée par les délibérations n° 2017.03.186, n° 2017.06.307 et n° 2017.09.427 par la délégation suivante :

« D'approuver l'ensemble des conventions avec les tiers (personnes morales de droit public et de droit privé) nécessaires à l'exécution des travaux du BHNS quels qu'en soient la nature, la durée et le montant et quel que soit leur mode de passation : convention sous seing privé ou par voie d'acte notarié. ».

D'APPROUVER la consolidation de la délibération n°2017.01.37, intégrant l'ensemble des modifications et ajouts apportés depuis celle-ci aux attributions déléguées par le Conseil communautaire au Bureau communautaire, telle que figurant en annexe à la présente délibération.

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE
A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES,
ADOpte LA DELIBERATION PROPOSEE.**

Certifié exécutoire :

Reçu à la Préfecture de la Charente le :

27 mars 2018

Affiché le :

27 mars 2018

ANNEXE

L'article L 5211-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que « (...) le bureau dans son ensemble peut recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- 2° De l'approbation du compte administratif,
- 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15,
- 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale,
- 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public,
- 6° De la délégation de la gestion d'un service public,
- 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le président rend compte des travaux du bureau (...) exercés par délégation de l'organe délibérant. »

Afin de tenir compte de l'accroissement du nombre de décisions à prendre et de garantir réactivité et rapidité d'instruction difficilement compatibles avec le calendrier des séances de l'assemblée délibérante,

Je vous propose :

D'APPROUVER les délégations d'attribution du conseil communautaire au bureau

Et, à cet effet de :

DELEGUER au bureau les attributions du conseil communautaire suivantes :

ARTICLE 1 : De manière générale,

1. en matière financière

- solliciter les subventions auprès des partenaires,
- accepter les admissions en non valeur,
- accepter des offres de concours,
- accorder ou refuser (en totalité ou partiellement) les remises gracieuses demandées par les usagers de la collectivité dans la limite de 1 000 € (exemples : droits d'entrée à Nautilus, réservations, locations au camping communautaire, droits d'inscription au Conservatoire...),
- autoriser le changement d'affectation d'un bien d'un budget à un autre.

2. en matière de marchés publics

- pour les opérations de construction, de réhabilitation ou de réutilisation d'ouvrages visés par la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP, en application des décisions du conseil communautaire en matière de faisabilité et d'opportunité de l'opération envisagée, de localisation, de définition du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, ainsi que de financement et de choix du processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé :

- prendre toutes décisions concernant la préparation et la passation des marchés et des accords-cadres d'un montant égal ou supérieur aux seuils des procédures formalisées, prévus par les textes en vigueur, ainsi que leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget
- pour les achats courants de fournitures, de services et de travaux et dans le strict respect des crédits inscrits aux budgets, tels que votés par le conseil communautaire :
 - prendre toutes décisions concernant la préparation et la passation, des marchés et des accords-cadres d'un montant égal ou supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur, ainsi que toute décision concernant leurs avenants
- fixer les indemnités ou les primes relatives à la réalisation de prestations par les candidats à une procédure de marché public quelle qu'elle soit, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- approuver la conclusion de conventions constitutives de groupement de commandes,
- prononcer l'exonération ou la réduction des pénalités de retard encourues par le titulaire d'un marché,
- d'accepter les protocoles d'accord transactionnels.

3. en matière patrimoniale

- négocier (prix, durée, régime juridique,...) et conclure les contrats d'occupation des immeubles du domaine privé communautaire et leurs avenants, notamment les conventions d'occupation, baux de toute nature, conventions d'occupation précaire dont la durée initiale est inférieure à 10 ans, et dont le loyer annuel est égal ou supérieur à 15 000 € HT et inférieur à 100 000 € HT,
- décider la réforme préalable et l'aliénation négociée de biens mobiliers supérieure à 20 000 € et inférieurs à 100 000 €,
- décider de l'aliénation des biens immobiliers situés sur les zones d'activités.

4. en matière contractuelle

- approuver les conventions liées aux affaires courantes et leurs avenants d'une durée supérieure à 3 ans avec une participation annuelle de la collectivité et/ou une recette supérieure à 10 000 € et inférieure à 50 000 €,
- conclure les contrats de cession de droits, quelles que soient leur nature et leur durée, conclus à titre onéreux entre 5 000 € et 10 000 € (contrat d'exposition, de représentation ou de réalisation de spectacles, d'œuvres photographiques, audiovisuelles, numériques, graphiques, ...),
- approuver toutes les conventions de prestations de service réalisées par GrandAngoulême au profit des communes membres.
- **approuver l'ensemble des conventions avec les tiers (personnes morales de droit public et de droit privé) nécessaires à l'exécution des travaux du BHNS quels qu'en soient la nature, la durée et le montant et quel que soit leur mode de passation : convention sous seing privé ou par voie d'acte notarié.**

5. en matière juridique

- approuver les décisions et protocoles transactionnels dans le cadre de la prévention et du règlement des litiges, incluant les décisions relatives à l'indemnisation des préjudices subis par les professionnels et les riverains des travaux de restructuration du réseau de transports en commun de l'agglomération.

6. en matière de ressources humaines

- autoriser les mises à disposition d'agents ou de service(s) ou de parties de service(s).

7. en matière d'adhésion à des organismes

- décider des adhésions aux associations.

ARTICLE 2 : Par dérogation à l'article 1^{er} de la présente délibération,

- prendre toutes les décisions relatives à la gestion de la salle de spectacles La Nef et de l'Espace Carat, à l'exception des décisions relevant des matières qui ont été déléguées au Président par le conseil communautaire.